

SESSIONI URDINARIA DI U 10 MARZU 2022

RIUNIONI DI U 10 MARZU 2022

N° 2022 /M3/13

QUISTIONI URALI DIPUSITATA DA CYRIL PERES PÀ U GRUPPU « GHJUVENTU IN MOSSA », À L'ATTINZIONE DI U PRESIDENTE DI U CUNSIGLIU ESECUTIVU

Ughjettu : Relations avec l'Etat

En 2014 le FLNC annonçait l'enclenchement d'un processus de démilitarisation. L'année d'après les nationalistes arrivaient au pouvoir pour ne plus le quitter. Depuis cette période les scores sont en hausse permanente pour la mouvance nationaliste qui parvient à obtenir trois députés au palais Bourbon après les élections législatives de 2017, une majorité absolue à l'assemblée de Corse la même année, parvient à renverser des bastions tenus par des clans historiques lors des municipales de 2020 pour arriver à proposer trois listes nationalistes sur quatre au second tour des dernières élections territoriales.

Pourtant plus les années passent et moins la volonté démocratique du peuple corse n'est respectée. Le constat est amer au vu du soutien que certains de nos élus et représentants ont porté à des candidats qui aujourd'hui sont aux responsabilités nationales. Emmanuel Macron avait promis un pacte Girondin en 2017 qu'il présentait par ces mots « la République était indivisible et en même temps plurielle ». Se sont suivis des refus systématiques sur les revendications populaires que menaient nos élus. On peut prendre pour exemple le statut de résident qui pourrait être une solution à la crise du logement qui touche toute notre jeunesse aujourd'hui, la co-officialité de la langue Corse qui semble même aujourd'hui être un combat oublié ainsi que la volonté d'évolution vers le statut d'autonomie qui nous aurait permis de régler des problématiques plongeant notre île dans une crise économique et sociale qui semble être sans précédent. L'actualité de ce début d'année avec l'amende de la Corsica Ferries ainsi que le maintien de statut DPS pour nos prisonniers politiques nous montre qu'après plus de 5 années de victoires électorales plus écrasantes les unes que les autres sur les partis « traditionnels » ou les tentatives de « front républicain » notre peuple n'est en aucun cas écouté.

Au-delà de ces sanctions économiques, de la mise sous tutelle masquée de notre collectivité et du manque de considération de nos élus par les technocrates parisiens qui traitent avec vous lors des négociations ; un acte incompréhensible, ignoble et injustifiable s'est produit ce 2 mars. Ce jour-là, Yvan Colonna a été mortellement agressé dans la prison d'Arles. Pourtant il était considéré comme Détenu Particulièrement Surveillé, si surveillé qu'aucun rapprochement n'était envisageable à Borgo. Ce statut nous l'avons fortement combattu et nous avons dénoncé ce traitement. Il est inutile d'être plus long sur cet acte, mais il est important de désigner le coupable. On pourra nous faire croire que c'est sans doute dû à une erreur d'un gardien de prison ou à la simple volonté sanguinaire de l'assassin. Nous n'y croyons pas. C'est en refusant de lever le statut de

DPS et de rapprocher nos prisonniers que l'Etat a mis en danger nos patriotes. Le responsable est seul et unique, il s'agit de l'Etat colonial français qui a terminé sa « vendetta » contre un peuple qui n'a pas le droit à la justice et encore moins à un traitement équitable ; car assassiner Yvan Colonna c'est toucher au plus profond de son âme la Corse et son peuple.

Nous ne pouvons en tant que jeunes militants nationalistes nous résigner face à ces actions d'un Etat assassin. Il est cependant flagrant que les réponses apportées ne sont pour l'instant pas à la hauteur des espérances d'un peuple qui se voit chaque jour ridiculisé et ensanglanté ; un peuple à qui on rappelle en permanence sa soumission à un Etat colonial. Un Etat colonial qui, par sa stratégie, nous amène vers une situation qui n'est en aucun cas souhaitable. L'avenir de notre nation et de notre peuple, n'ayant jamais été autant mis à mal depuis l'arrivée des nationalistes au pouvoir et de l'arrêt de la lutte armée, dépend de la réponse que nous saurons porter à l'Etat et aux Corses qui aujourd'hui nagent dans l'incompréhension et dans l'attente d'une riposte. Cette riposte c'est à nos élus de la porter si l'on veut qu'elle demeure dans le cadre institutionnel, démocratique et légal.

Face au non-respect de nos droits, à la mise en place d'une politique d'asphyxie et sanguinaire que mène l'Etat envers notre collectivité et la crainte d'un retour à d'autres formes de lutte que l'on croyait enterrées. La jeunesse nationaliste que nous représentons a appelé à un rassemblement de toutes les forces du mouvement national à Corte ce jeudi 3 mars. C'est dans ce cadre que nous vous demandons de nous détailler précisément votre vision du futur bras de fer qui doit être engagé contre l'Etat et qui ne peut, au vu du contexte critique, qu'impliquer tous les nationalistes et patriotes que compte notre terre pour une réponse à la hauteur de l'agression que nous subissons.

Je vous remercie.